

J'ai lu et relu attentivement la brochure "La France en commun". J'ai bien compris qu'il s'agit d'une contribution (importante) pour l'élaboration d'un projet d'émancipation et pour un programme d'action et qu'il est fait appel aux contributions pour l'enrichir.

Remarque préalable :

Il me semble que le document fédéral est appelé à être lu par un très large public qui doit se l'approprier. Il est donc important - sinon primordial - qu'il donne envie d'être lu.

De ce point de vue, la version dans sa forme actuelle me paraît beaucoup trop longue et rédigée dans un style qui à tout le moins manque d'attrait. Je pointe sur quelques fautes de langage évidentes et faciles à corriger. Mais j'oserais dire que ce document est plutôt mal écrit.

Je verrais bien, quant à moi, une sorte de manifeste vigoureux, parlant, comme le fut celui de Marx et Engels. Evidemment, l'époque a changé; tout est devenu plus complexe et la tâche n'en est pas facilitée. Mais nous avons nos analyses (la brochure leur fait d'ailleurs une large place) et nous avons aussi au Parti de bonnes plumes.

Il n'est pas facile d'amputer un texte déjà bien élaboré, j'en suis par expérience. Une réécriture permettrait de l'alléger en supprimant des redites et en recherchant des formulations plus brèves et peut-être plus parlantes, plus imagées. Encore une fois je me réfère au Manifeste de 1848 et par exemple à cette expression: "(la bourgeoisie) a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste". Je me permets aussi d'évoquer Maurice Thorez qui, s'il a commis des erreurs et des fautes, particulièrement dans la dernière période de sa vie, a su, depuis les années 30, développer des idées novatrices, de haute

2/4

portée théorique et pratique, dans une langue simple et chaleureuse.

### Sur le contenu :

Quelques ajustements seront sans doute à opérer en fonction des conséquences profondes et à longue portée des débats actuels dont certains ne sont pas achetés : suites de la COP21, constitutionnalisation de l'état d'urgence, loi de procédure pénale ... Mon attention s'est portée sur quelques questions qui relèvent de la bataille idéologique :

① La prétendue impossibilité proclamée d'une autre politique.

Cette question ne paraît bien traitée.

② La bataille sur le "coût du travail" et le coût du capital.

Cette question est également bien traitée.

③ Les méchants de tous pôles mettent en avant le problème de la dette pour justifier l'austérité et, malheureusement, cet argument n'est pas sans effets.

Or la question n'est abordée qu'en page 33 et de façon extrêmement rapide : il n'est question que de "travailler au règlement des comptes ou des dettes souveraines".

④ Le document réserve une place significative à la nécessaire réforme fiscale. Cependant, j'observe que - de Hollande - Valls - Macron - à la droite et au F.N. - tous font feu contre l'impôt et que, là également, l'argument entraîne une inébranlable et large adhésion.

Il me semble donc indispensable de réhabiliter l'impôt. A condition, évidemment, qu'il soit juste et que son produit serve à des dépenses utiles. De ce point de vue, il serait bien, j'en pense, de rappeler ce qui différencie l'impôt étroit et progressif de la CSG, et de l'impôt implacable (le plus lourd et le plus injuste) : cela n'apparaît pas dans le document.

⑤ J'en ai vu nulle part la condamnation de la criminalisation de l'action syndicale.

⑥ Il me semble qu'il serait nécessaire de mettre en lumière à quel point est dangereuse l'opération de recomposition avec la droite que se profile dont il ne faut pas se dissimuler qu'elle rencontre un trop large écho.

⑦ Il est indiqué (page 12) que nous invitons à "élargir le Front de Gauche".

Le Front de Gauche a constitué une étape; il a joué un rôle positif mais chacun constate aujourd'hui son échec; il faut tirer les leçons, toutes les leçons, de cette expérience.

Et la formule "élargissement du Front de Gauche", s'ajoute elle de "refondation de la gauche". Pourquoi?

Il me semble qu'"élargir le Front de Gauche" donne une prééminence à la question des alliances. "Refonder la gauche" me paraît 1) mettre au premier plan la question des valeurs et du projet et 2) sur cette base permettre de rassembler sur une assise plus large, plus populaire et donnant au rassemblement une plus grande cohésion et solidité, sans dissoudre pour autant le rôle des fronts.

⑧ Le document se prononce (page 27) pour "un processus constituant d'une VI<sup>e</sup> République sociale, démocratique, participative et citoyenne".

Tout le monde s'accorde sur le fait que les institutions de la V<sup>e</sup> République sont à bout de souffle.

Cependant j'ai eu compréhensibles à la lecture de certaines contributions dans les débats ouverts par "L'Humanité", que des interrogations existent: nouvelle constitution, ou modification apportées à la Constitution actuelle?

Personnellement je ne pense pas qu'une solution satisfaisante réside dans une modification du texte actuel par des adjonctions et des retraites. Il m'apparaît donc inévitable - et nécessaire - de rédiger une autre constitution. Dès lors, le processus constituant confié à une assemblée élue à la proportionnelle, assis sur les grands principes énoncés dans le document (faut-il ajouter "laïque" et "écologique"?) et nourri par un authentique

4/4

débat démocratique, est la voie qui présente les meilleures garanties.

Dernière remarque :

Il me semble que le paragraphe servant d'introduction ("Ensemble nous sommes et la force et l'esprit") et la conclusion ("En guise de conclusion") gagneraient à être confondus et pourraient figurer en introduction générale. Au effet, l'actuelle conclusion précise notre démarche et notre méthode : cela gagnerait à être énoncé dès le début et constituerait, à la fois, une invitation au débat et une sorte de "règle du jeu" (mot bien impropre car il ne s'agit pas d'un jeu...) claire et établissant la confiance.

Après cela, plutôt que de répéter "nous proposons...", le texte pourrait adopter une forme plus neutre, recourant parfois au conditionnel et parfois à l'impératif.

Par exemple : "Dans un contexte d'expression des besoins énergétiques mondiaux... un mix énergétique 100% public... constituerait une solution" (page 26) ou encore : "le nouvel essai de la démocratie sera, d'un même mouvement, un appel, etc." (page 27)

Je ne prétends pas avoir raison sur tout. Je voudrais simplement contribuer à ouvrir le débat, avec le sérieux désir que, sans sacrifier sur le fond, le document final soit un texte - je répète volontiers : un manifeste - que puissent s'approprier le peuple de gauche, toutes celles, tous ceux qui aspirent à un vrai changement.